HAL open science

La gestion de la crise sanitaire en France au miroir de la défiance politique et d'une société peu cohésive

Bruno Cautrès, Luc Rouban

To cite this version:

Bruno Cautrès, Luc Rouban. La gestion de la crise sanitaire en France au miroir de la défiance politique et d'une société peu cohésive. [Rapport de recherche] Conseil d'analyse économique. 2021, pp.11. hal-03381384

HAL Id: hal-03381384

https://sciencespo.hal.science/hal-03381384v1

Submitted on 16 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

conseil d'analyse économique

Focus

N° 067-2021
Octobre 2021

La gestion de la crise sanitaire en France au miroir de la défiance politique et d'une société peu cohésive

Bruno Cautrès et Luc Rouban(*)

Au sortir du premier confinement, nous faisions le constat que, par rapport à l'Allemagne et au Royaume-Uni, la crise sanitaire se présentait en France comme « la poursuite, sur un autre terrain, de la crise sociopolitique ». Nous proposions un cadre explicatif global, issu de nos travaux et réflexions avec Yann Algan et Daniel Cohen, que nous résumions ainsi : « la crise sanitaire a exacerbé une fracture, sinon une colère sociale, que l'on ne trouve pas ailleurs et qui avait déjà eu l'occasion de s'exprimer lors de la crise des « gilets jaunes » en 2018, ou à l'occasion des conflits sociaux et des manifestations souvent très violentes provoqués par la réforme de la SNCF, en 2019, ou par celle du régime des retraites, en 2020 » (Cautrès et Rouban, 2020). Ce cadre explicatif général reste très largement valide pour comprendre la spécificité française vis-à-vis des autres pays comparables. La France n'a pas abordé la crise de la Covid-19 dans les mêmes conditions que nos voisins européens : non seulement en raison des traits structurels de la crise de confiance sociale et politique que connaît notre pays depuis de nombreuses années mais aussi, à plus court terme, en raison de la succession de crises sociales que le pays a connue avant que ne débute la crise sanitaire.

C'est ce que montrent les dernières vagues du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, notamment la vague 12 réalisée entre la fin janvier et le début février 2021 dans quatre pays européens (France, Allemagne, Royaume-Uni et Italie)(1). Le Baromètre permet de répondre à la question de savoir ce qui joue le plus dans l'évaluation par les citoyens de la politique de gestion de la crise sanitaire en France. Mettant l'expérience française dans une perspective comparative, elle en révèle la spécificité. La crise sanitaire s'est en effet inscrite dans un contexte de défiance forte à l'égard des autorités politiques et l'évaluation de la politique gouvernementale a été subsumée par l'évaluation plus générale que les Français font de leur système social.

Ce Focus est publié sous la responsabilité de ses auteurs et n'engage que ceux-ci.

(*) CEVIPOF, Sciences Po, CNRS.

(1) L'enquête porte sur des échantillons nationaux représentatifs de la population en âge de voter et inscrite sur les listes électorales dans chacun des pays. Pour le détail méthodologique et une présentation générale des résultats de la vague 12 voir *Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF* ; voir également : Cautrès (2021).

Cette vague 12 a été développée au sein du CEVIPOF par une équipe composée de Bruno Cautrès, Gilles Ivaldi et Luc Rouban (chercheurs CNRS au CEVIPOF) assistés de Frédérik Cassor et Flora Chanvril (ingénieurs méthodologues au CEVIPOF). Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF bénéficie du soutien des partenaires suivants : l'Institut Montaigne, la Fondapol, la Fondation Jean Jaurès, le CESE, Intériale et l'Université LUISS/Guido Carli à Rome.

1. Une trame structurelle de défiance sociale

Réalisée près d'un an après le premier confinement, la vague 12 du Baromètre, montre une remontée générale des niveaux de confiance institutionnelle et politique en France. Les courbes d'évolution de ces niveaux indiquent néanmoins qu'il s'agit davantage d'un effet de rattrapage progressif au cours des deux dernières années par rapport à la brutale et très forte chute de confiance enregistrée au moment de la crise des Gilets jaunes. Malgré cet effet de rattrapage (faisant revenir les niveaux de confiance à ce qu'ils étaient un an avant la crise des Gilets jaunes), la trame structurelle de défiance et de pessimisme français réapparaît très largement dans l'enquête.

Cette trame se retrouve dans de nombreuses dimensions de l'enquête, et notamment celles de l'état d'esprit général ou de la confiance sociale, celle que l'on place dans les relations interpersonnelles et dans le rapport aux autres. Parmi les quatre pays étudiés, c'est en France que ce « syndrome de pessimisme social » s'exprime particulièrement. C'est avant tout le sentiment de « lassitude » qu'expriment 41 % des Français interrogés lorsqu'on leur demande de décrire leur état d'esprit. Ce sentiment est très largement distribué dans toutes les strates de la population et touche aussi bien les chômeurs ou ceux qui pensent avoir beaucoup de risques d'être au chômage (47 %) que les catégories sociales favorisées ou les diplômés du supérieur (44 %). Cette forte lassitude n'épuise pas les sentiments globalement négatifs qu'éprouvent les Français après un an de pandémie : ils ressentent également de la « morosité » (34 %) puis de la « méfiance » (28 %). Si le sentiment de « morosité », à l'image de celui de « lassitude », touche aussi bien les catégories sociales dotées d'un fort capital culturel (38 % parmi les diplômés du supérieur) que les catégories sociales plus fragiles (33 % parmi les chômeurs, 31 % parmi les employés), le sentiment de « méfiance » est beaucoup plus typé socialement : la « méfiance » touche quelque chose de beaucoup plus structurel dans la société française et exprime un sentiment moins conjoncturellement distribué dans toutes les catégories de la population. Le sentiment de « méfiance » est ainsi particulièrement présent parmi toutes les catégories socialement fragiles ou défavorisées : 36 % parmi ceux qui travaillent à temps partiel, 35 % parmi les diplômés du niveau CAP-BEP, 34 % parmi ceux qui pensent avoir beaucoup de risques de se retrouver au chômage, 32 % parmi ceux qui s'en sortent difficilement avec leurs revenus, 31 % parmi les ouvriers et les habitants des communes rurales.

Ce triptyque de qualificatifs pessimistes (lassitude/morosité/méfiance) caractérise très clairement la France lorsqu'on la compare aux trois autres pays européens : Allemands et Britanniques citent la sérénité en premier pour caractériser leur esprit actuel. Si les Italiens mettent en tête, comme les Français, la lassitude et la morosité, c'est en revanche la sérénité et la confiance qui viennent juste après. En Allemagne, comme au Royaume-Uni, le sentiment de « sérénité » traverse toutes les catégories de population : à l'image de la « lassitude » ou de la « morosité » françaises, la « sérénité » britannique ou allemande est aussi bien ressentie dans les catégories sociales favorisées et dans les catégories sociales fragiles. La France est beaucoup plus proche de l'Italie dans cette cartographie des sentiments éprouvés après un an de pandémie que de l'Allemagne ou du Royaume-Uni mais elle reste beaucoup plus marquée par un pessimisme structurel.

On retrouve ce pessimisme structurel dans tous les indicateurs du Baromètre qui concernent la confiance sociale, et notamment dans le niveau de confiance que l'on porte aux autres. Si les logiques d'une confiance sociale par cercles concentriques existent dans les quatre pays (la confiance dans sa famille ou dans ses proches est toujours la plus forte ; plus on s'éloigne de ce premier cercle moins est forte la confiance dans les autres) la confiance sociale reste de plus faible niveau en France. Le contraste de notre pays avec le Royaume-Uni est particulièrement fort : alors que 41 % des Français disent avoir confiance dans « les gens que vous rencontrez pour la première fois » et 55 % dans « les gens d'une autre nationalité », c'est le cas de 50 et 68 % (respectivement) des Britanniques. Malgré une remontée des niveaux de confiance en France, si l'on compare la vague 12 du Baromètre aux vagues 11 (2020) et 10 (2019, en pleine crise des Gilets jaunes), notre pays reste bien une « société de la défiance sociale » (Algan et Cahuc, 2007), très comparable à cet égard à l'Italie et très différente du Royaume-Uni et de l'Allemagne : 62 % des Français interrogés déclarent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres » et seuls 35 % déclarent que « l'on peut faire confiance à la plupart des gens » (29 % en Italie mais 42 % en Allemagne et 45 % au Royaume-Uni). La faiblesse de la confiance sociale est particulièrement indexée, en France, par les hiérarchies du statut socio-

économique : 79 % des chômeurs et 77 % des ouvriers déclarent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres ». Si dans les autres pays la confiance dans les autres est également plus faible dans les catégories défavorisées de la population, les niveaux de cette absence de confiance sociale sont moins bas qu'en France, notamment dans le cas du Royaume-Uni et de l'Allemagne : 60 % des ouvriers britanniques et allemands pensent que « l'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres », c'est 17 points de moins qu'en France.

Le prisme français d'un pessimisme diffus ancré dans une faible confiance sociale s'exprime également à propos de la satisfaction vis-à-vis de la vie. Les Français ne sont que 35 % à se déclarer clairement satisfaits de leur vie contre 34 % en Italie, 38 % au Royaume-Uni et 40 % en Allemagne, une donnée qui fait écho aux indicateurs relatifs à la perception de la situation économique du pays ou de l'évolution de la situation sociale des personnes interrogées (voir *infra*).

2. Confiance dans l'État protecteur, méfiance à l'égard du politique

Cette trame d'inquiétude socio-économique, de projection pessimiste sur l'avenir et de faible confiance sociale, rejaillit sur la confiance politique et institutionnelle. Si la crise sanitaire a permis aux institutions publiques qui gèrent la crise et protègent les citoyens d'engranger un regain de confiance, les données du Baromètre montrent que deux traits caractéristiques de la France perdurent : d'une part, les institutions publiques, notamment dès lors qu'elles concernent les dimensions de l'État protecteur ou qu'elles incarnent les niveaux territoriaux de l'action publique, font toujours l'objet d'une plus forte confiance que les institutions politiques (exécutif, assemblées) ; d'autre part, les acteurs politiques (partis politiques, dirigeants politiques) et plus généralement tout ce qui se rapporte à l'activité politique ou à l'espace public (opinions sur les hommes et femmes politiques, sur les médias, les réseaux sociaux), font l'objet de jugements toujours sévères et négatifs.

Cette défiance politique française, proche sur plusieurs aspects de la situation italienne, mais très différente de ce que l'on constate en Allemagne et au Royaume-Uni, s'exprime bien dans les fortes disparités de confiance qui séparent des institutions publiques comme les hôpitaux (81 % de confiance) ou encore l'armée (77 %), l'école (73 %), la police ou la sécurité sociale (69 %), des niveaux de décision comme le ou la maire de la commune (65 %), les députés (44 %), le président de la République (37 %), le Premier ministre (34 %) et des acteurs politiques ou de l'espace public comme les syndicats (32 %), les médias (28 %) ou les partis politiques (16 %). Il faut remarquer la situation inquiétante en France des faibles niveaux de confiance dans les acteurs du dialogue politique et social en comparaison de la situation en Allemagne et au Royaume-Uni : 56 % des Allemands et 48 % des Britanniques déclarent faire confiance aux syndicats, 39 % et 32 % respectivement font confiance aux partis politiques. Les jugements portés sur l'activité politique, sur le personnel et les dirigeants politiques sont particulièrement sévères en France : si davantage de Français qu'il y a deux ans déclarent que les hommes et femmes politiques « font de leur mieux pour tenir leurs promesses », les sentiments qu'éprouvent les Français à propos de la politique sont avant tout la « méfiance » (39 %) et le dégoût (23 %) alors qu'en Allemagne ou au Royaume-Uni si c'est également la « méfiance » en premier (24 % en Allemagne et 30 % au Royaume-Uni), c'est « l'intérêt » en second (19 % dans les deux pays contre seulement 10 % en France). Alors que 80 % des Français interrogés que « les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce que pensent les gens comme vous », ce n'est le cas que de 65 % des Britanniques et 51 % des Allemands (mais 81 % des Italiens).

Un indicateur montre d'ailleurs que si les Français ne font pas confiance au personnel politique, ils considèrent également que le politique n'a pas assez confiance en eux : 49 % des personnes interrogées considèrent que le gouvernement ne leur fait pas assez confiance pour combattre l'épidémie, un chiffre plus haut qu'au Royaume-Uni (47 %) et nettement plus haut qu'en Italie (39 %) et plus encore qu'en Allemagne (33 %). Alors que le gouvernement et les autorités politiques ont misé, à partir de la fin de l'année 2020, sur le principe de responsabilité des Français et ont souhaité sortir du modèle d'un confinement strict (dans sa version premier confinement), les Français pensent davantage que les autres Européens que le gouvernement ne leur a pas fait assez confiance dans la crise. Ce filtre subjectif pèse lourdement dans l'appréciation qu'ont portée les Français sur la gestion de la crise dans son ensemble. Mais ce filtre subjectif

est également très lié à la confiance dans l'action du gouvernement : ceux qui ont confiance dans le gouvernement tendent davantage à penser que la réciproque est vraie.

Nous avons donc analysé la relation entre les trois variables : la confiance dans le gouvernement, le sentiment que le gouvernement ne fait pas assez confiance aux Français lors de cette crise et l'appréciation sur la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. Cette analyse montre que c'est avant tout la confiance dans le gouvernement, plus encore que le sentiment que le gouvernement ne fait pas confiance aux Français, qui agit sur l'appréciation que l'on porte sur la gestion de la crise par le gouvernement : ainsi, parmi ceux qui n'ont pas confiance dans le gouvernement mais pensent que le gouvernement fait confiance aux Français 34 % déclarent que le gouvernement gère bien la crise ; en revanche, parmi ceux qui ont confiance dans le gouvernement mais trouvent que le gouvernement ne fait pas confiance aux Français, 48 % déclarent que le gouvernement gère bien la crise.

3. Une société inéquitable

Les analyses que permettent les vagues successives du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF montrent que la gestion de la crise sanitaire s'insère donc dans un univers de défiance à l'égard des autorités gouvernementales, mais non pas des services publics tel l'hôpital. Bien plus sombre qu'elle ne l'est dans des pays comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, la situation française se rapproche au moins en partie de la situation observée en Italie. L'équation politique française est donc relativement simple : la défiance à l'égard des autorités politiques nationales, en y incorporant les syndicats ou les partis politiques, ne permet pas une évaluation autonome de la politique de gestion de la crise sanitaire. Il faut cependant expliquer ce qui joue le plus dans cette équation et donc sur la racine du mal, à savoir la source de cette défiance.

La comparaison entre la France et les trois autres pays européens montre que celle-ci reste marquée par l'enracinement d'un profond sentiment d'injustice sociale et d'inéquité. On peut mesurer ce phénomène en comparant les réponses données à la proposition « dans la société, les règles du jeu sont les mêmes pour tous ». En moyenne, 25 % des enquêtés français répondent positivement, ce qui constitue la moyenne la plus basse de tous les pays étudiés avec celle de l'Italie. Par ailleurs, cette moyenne ne varie pas beaucoup en fonction de la catégorie socioprofessionnelle : 24 % dans les catégories modestes, 25 % dans les catégories moyennes et 29 % dans les catégories supérieures[(2)] alors même que l'on pourrait s'attendre à ce que des catégories plus diplômées et disposant de meilleurs revenus soient plutôt prédisposées à considérer que le système social français reste assez équitable dans les chances de mobilité qu'il offre à tous. Bien plus, la distribution par niveau de diplôme confirme ce premier constat puisque cette proportion est de 30 % chez les enquêtés ayant au plus le niveau du BEPC, 22 % chez ceux qui ont au plus le baccalauréat, 26 % pour ceux qui ont un master et 30 % pour ceux qui ont fait une grande école. Si l'on effectue une analyse par tranche d'âge, on voit que la proportion de réponses positives la plus importante se retrouve chez les plus jeunes (34 % chez les 18-24 ans, 39 % chez les 25-30 ans) mais se réduit ensuite à 21 % chez les 50-65 ans et à 23 % chez les plus de 65 ans. Le constat semble donc assez unanime.

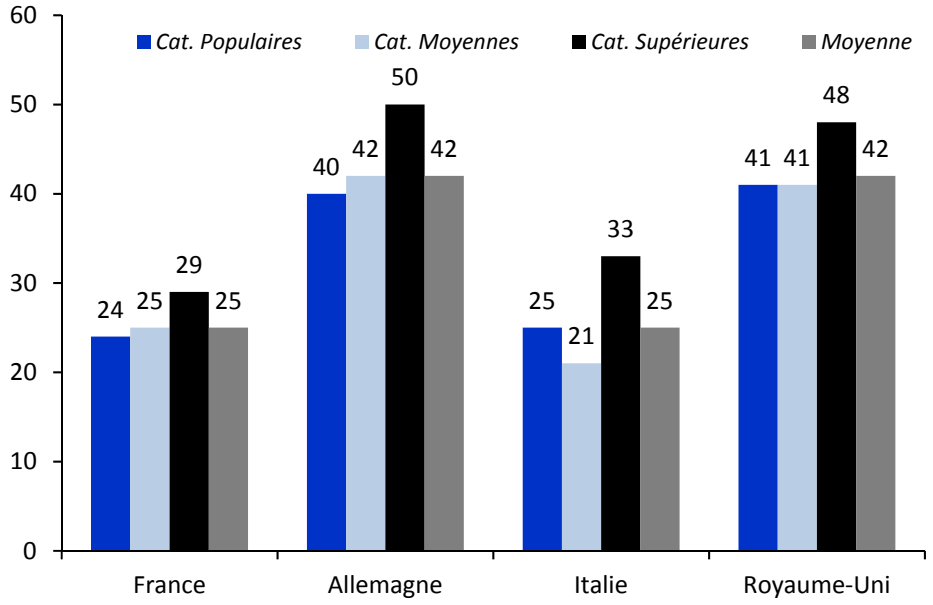
Par ailleurs, si 70 % des enquêtés français estiment « qu'en faisant des efforts chacun peut réussir », 59 % estiment en revanche que « de nos jours, on ne peut réussir que si on connaît des gens bien placés ». Ce scepticisme à l'égard de la méritocratie en France a une portée sociopolitique d'autant plus grande qu'il existe une fracture entre la croyance forte dans l'effort individuel et la reconnaissance de cet effort par un régime républicain censé reposer précisément sur la méritocratie (Rouban, 2021a). Si l'on crée un indice de méritocratie accumulant les réponses données aux trois propositions allant dans le sens de l'ouverture sociale au mérite individuel, puis qu'on le dichotomise en deux groupes, on voit que 44 % des enquêtés français ont confiance dans la méritocratie de leur système social contre 54 % des enquêtés allemands, 32 % des enquêtés italiens et 50 % des enquêtés britanniques.

La confiance dans l'équité du système social joue un rôle particulièrement clivant dans l'évaluation que les enquêtés font de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement. En moyenne, cette évaluation est

(2) La définition des catégories sociales est donnée en annexe.

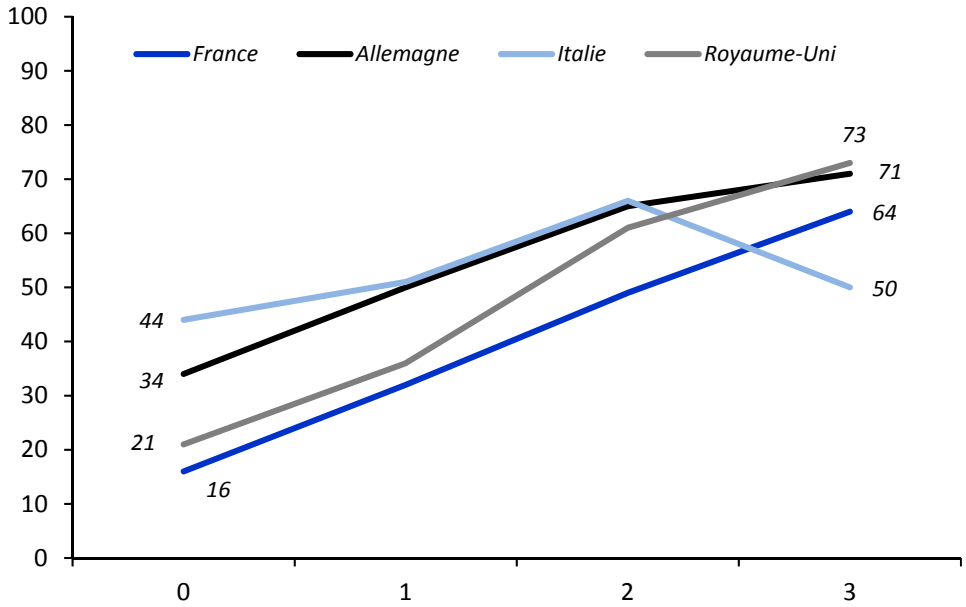
positive (tout à fait d'accord et plutôt d'accord avec l'idée que le gouvernement a plutôt bien géré cette crise) à concurrence de 37 % en France en février 2021 contre 56 % en Allemagne, 52 % en Italie et 47 % au Royaume-Uni. Cette évaluation est d'autant plus positive que l'on monte dans l'indice de méritocratie et cela dans les quatre pays avec un différentiel d'évaluations positives particulièrement important en France entre le niveau 0 et le niveau 3 de l'indice et une proportion d'évaluations positives particulièrement basse au niveau 0 de l'indice.

Graphique 1. « Les règles du jeu social sont les mêmes pour tous » par catégorie sociale (% de tout à fait d'accord et plutôt d'accord)



Source : Cautrès B. et L. Rouban (2021) : *Baromètre de la confiance politique, vague 12*, CEVIPOF février.

Graphique 2. L'évaluation positive de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire en fonction de l'indice de confiance dans la méritocratie (%)



Source : Cautrès B. et L. Rouban (2021) : *Baromètre de la confiance politique, vague 12*, CEVIPOF février.

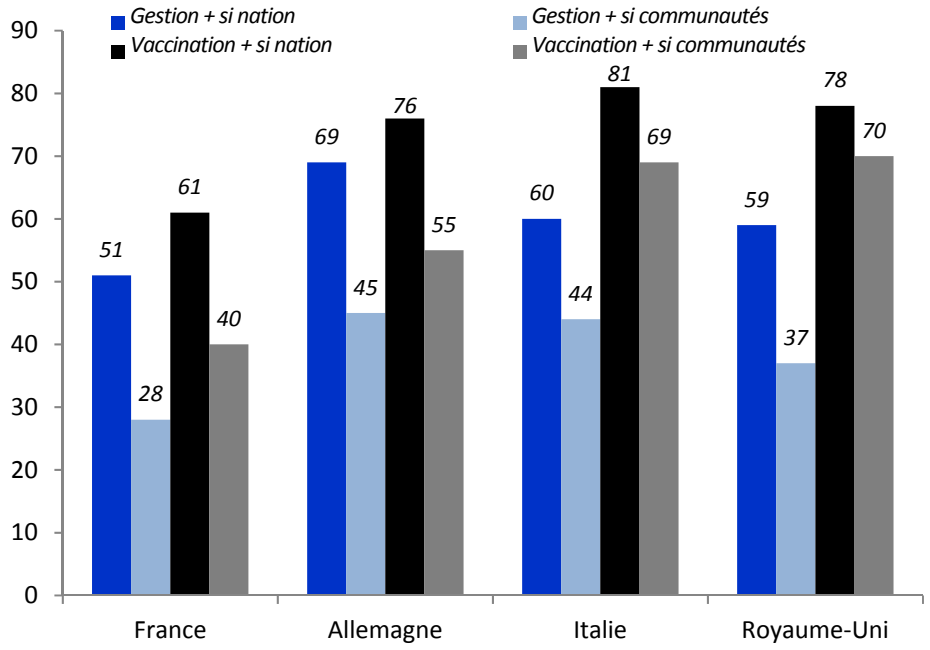
En mai 2021, lors de la vague 12bis, la question a été posée de savoir « s'il y a de quoi être fier de la façon dont la France a géré la crise ». Au total, 37 % des enquêtés répondent positivement, 59 % répondent négativement et 4 % ne savent pas. Mais le croisement avec l'indice de méritocratie confirme bien son effet statistique robuste puisque la proportion de réponses positives passe de 19 % au niveau 0 de l'indice à 64 % au niveau 3.

4. L'espace de solidarité nationale face à la crise sanitaire

Une autre dimension particulièrement clivante dans l'évaluation de la politique sanitaire ou de la politique vaccinale est l'existence d'une solidarité nationale qui permette d'accepter les contraintes des gestes barrières ou du confinement comme l'utilité de la vaccination. L'intégration dans la collectivité nationale offre une grille de lecture et de compréhension des décisions gouvernementales comme de la confiance qu'on leur porte. Les représentations qu'ont les citoyens de l'espace sociopolitique sont ici déterminantes. Le fait de penser que la France est « une nation assez unie malgré ses différences » plutôt « qu'un ensemble de communautés qui cohabitent les unes avec les autres » conduit à évaluer très différemment la politique de gestion de la crise sanitaire qui est évaluée positivement à hauteur de 51 % dans le premier cas et de 28 % dans le second. Il en va de même de l'acceptation de la vaccination qui passe dans le premier cas de 61 % à 41 % dans le second[3].

Dans l'ensemble, les enquêtés français estiment vivre dans une nation assez unie à hauteur de 44 % contre 48 % des enquêtés allemands, 53 % des enquêtés italiens et 47 % des enquêtés britanniques, ce qui, là encore, remet sérieusement en cause le mythe de la cohésion républicaine telle qu'elle est perçue par les citoyens[4]. Comme le montre le graphique 3, le contraste entre les réponses données par les enquêtés pensant vivre dans une nation assez unie et ceux pensant vivre dans un ensemble de communautés juxtaposées est particulièrement important en France et en Allemagne bien que les niveaux moyens d'évaluation positive de la politique gouvernementale et de l'acceptation de la vaccination ne soient pas les mêmes.

Graphique 3. L'évaluation positive de la politique de gestion de la crise sanitaire et l'acceptation de la vaccination selon la vision de l'espace sociopolitique (%)



Source : Cautrès B. et L. Rouban (2021) : *Baromètre de la confiance politique, vague 12*, CEVIPOF février.

(3) Sur la politique vaccinale et son acceptation sociale, voir Tournay (2021).

(4) Sur cette question, voir Rouban (2021b).

Une seconde question est alors celle de savoir dans quel espace collectif les Français se reconnaissent : « Avez-vous le sentiment d'appartenir *avant tout* à la communauté nationale, à une communauté de personnes qui partagent vos valeurs (religieuses ou autres), à une communauté de personnes qui parlent la même langue que vous ou qui ont les mêmes origines géographiques que vous, à une communauté de personnes qui partagent les mêmes goûts, le même mode de vie ou bien avez-vous le sentiment de n'appartenir à aucune communauté ? ». Contrairement aux attentes, la proportion d'enquêtés répondant « la communauté nationale » est faible, 25 % seulement, alors que 11 % mentionnent une communauté linguistique ou géographique, 9 % une communauté de modes de vie, 8 % une communauté de valeurs partagées et que 45 % répondent qu'ils ont le sentiment de n'appartenir à aucune communauté.

La spécificité française ne tient ni à la valorisation d'un espace national républicain ni à la valorisation des communautés. Elle tient à la place prépondérante de l'anomie, comme forme de délitement du lien social qui touche près de la moitié de l'échantillon. Par comparaison, les enquêtés allemands sont 18 % à mentionner la communauté nationale mais 28 % seulement sont anomiques. En Italie, la communauté nationale est citée par 36 % des enquêtés alors que 15 % d'entre eux sont anomiques. Au Royaume-Uni, on trouve 19 % d'enquêtés citant la communauté nationale alors que 39 % sont anomiques.

La boucle est bouclée : l'évaluation de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire rejoint un déficit de confiance dans les institutions qui s'explique lui-même par la masse des citoyens anomiques ayant perdu leurs repères sociaux. L'effet du délitement social sur les représentations de la crise sanitaire comme de son traitement est clair. Par exemple, si 48 % des enquêtés français se référant à la communauté nationale estiment que la gestion gouvernementale de la crise est globalement satisfaisante, et si cette proportion est de 44 % pour ceux qui se réfèrent à une communauté quelconque, elle tombe en revanche à 29 % chez les anomiques. Cette observation se confirme dans les autres pays. En Allemagne, les proportions respectives sont de 69, 60 et 41 %. En Italie, même si les différences sont atténuées, ces proportions sont de 60, 51 et 42 %. Au Royaume-Uni, de 59, 52 et 37 %. Mais c'est bien en France que l'on trouve les effets les plus importants de l'anomie sur la critique de la politique gouvernementale comme sur la défiance à l'égard des institutions politiques.

5. Ce qui joue le plus sur l'évaluation de la politique gouvernementale de gestion de la crise sanitaire

Ces différentes dimensions, qu'il s'agisse de la reconnaissance du mérite et du sentiment de vivre ou pas dans une société équitable ou bien encore d'appartenir à une communauté nationale relativement unie, s'associent bien évidemment à des variables économiques, à des catégories socioprofessionnelles mais aussi à des univers de valeurs. Pour comprendre quelle est la dimension qui joue le plus sur l'évaluation positive ou négative de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire en France, on peut s'appuyer sur les résultats d'une analyse de régression.

Pour construire cette analyse, on a utilisé la catégorie socioprofessionnelle objective, le niveau de revenu moyen du foyer par unité de compte, la tranche d'âge, le niveau de diplôme, l'auto-positionnement politique sur l'échelle gauche-droite, l'indice de confiance dans la méritocratie et le sentiment d'appartenance à une communauté nationale. On a ajouté trois indices de valeurs qui reposent tous sur les réponses à trois questions, qui constituent bien des échelles statistiques mesurant des dimensions homogènes, et qui vont donc tous de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. On dispose d'un indice de libéralisme économique[(5)], d'un indice de libéralisme culturel[(6)] et d'un indice de confiance interpersonnelle[(7)].

---

(5) Sur la base des propositions : il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires ; les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ; pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'État fasse confiance aux entreprises.

(6) Sur la base des propositions : il faudrait rétablir la peine de mort ; la procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles ; il y a trop d'immigrés en France.

(7) Sur la base du niveau de confiance accordé aux voisins ; aux gens rencontrés pour la première fois ; aux gens d'une autre nationalité en général.

Comme le montre le tableau de résultats reporté à la fin de ce document, c'est bien la confiance dans la méritocratie qui exerce le plus d'influence en France, suivie par le niveau de libéralisme culturel. En Allemagne, la confiance en la méritocratie arrive également en tête, suivie par l'appartenance à la communauté nationale alors qu'en Italie et au Royaume-Uni c'est le positionnement politique sur l'axe gauche-droite avant la confiance en la méritocratie.

L'évaluation de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire en France s'insère donc dans un contexte où s'exercent très puissamment des facteurs de méfiance à l'égard des autorités politiques, qui préexistaient bien avant la pandémie de Covid-19, mais aussi une crise sociale profonde liée à l'absence de confiance dans un système sociopolitique affichant hautement ses ambitions républicaines mais incapable de créer une méritocratie crédible. L'évaluation des politiques sanitaires ne s'est donc pas détachée d'une évaluation générale, et fortement politisée, de la fiabilité gouvernementale comme d'un regard très critique sur l'état de la société française.

6. Ce que la crise sanitaire révèle des attentes des citoyens

La crise sanitaire révèle donc une insatisfaction générale à l'égard de l'action publique qui dépasse le cas de la politique de gestion de la crise sanitaire. Dans le cadre de l'enquête qui sert ici de référence scientifique à l'analyse, on voit notamment émerger une attente d'efficacité de l'action publique.

Cette demande d'efficacité peut même mettre en cause le cadre démocratique. L'enquête montre en effet que 42 % des enquêtés sont d'accord avec la proposition selon laquelle « en démocratie, rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ». Cette demande est, certes, minoritaire mais générale et ce chiffre moyen n'évolue presque pas que les enquêtés soient satisfaits ou pas de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire (46 % dans le premier cas contre 42 % dans le second) ou bien qu'ils aient confiance ou pas dans le gouvernement (44 % contre 43 %). La distribution en termes de catégories sociales ne montre elle-même qu'assez peu de différences entre les catégories populaires (47 %), moyennes (42 %) et supérieures (36 %), sachant que c'est dans ces deux dernières catégories que l'on trouve la proportion la plus importante d'enquêtés satisfaits de la gestion de la crise sanitaire. En revanche, cette demande est associée à la fois à un haut niveau de libéralisme économique et à un haut niveau de critique de la démocratie représentative[(8)]. Si l'on prend l'indice de libéralisme économique et qu'on le dichotomise, on voit que 56 % des enquêtés fortement libéraux soutiennent cette proposition contre 27 % des enquêtés faiblement libéraux. De la même façon, si l'on crée un indice de critique de la démocratie représentative, on voit que 51 % des enquêtés fortement critiques, qui préfèrent la démocratie directe ou un circuit court de décision, soutiennent cette proposition alors que ce n'est que le cas de 31 % des enquêtés faiblement critiques.

La question se pose alors de savoir si l'organisation des pouvoirs publics en France n'est pas considérée comme une source d'inefficacité soit parce qu'elle est trop complexe soit parce qu'elle est trop verticale. On peut notamment penser dans ce contexte à la centralisation de la décision et au poids déterminant que l'État a pu prendre dans la gestion de la crise. Faut-il en déduire une demande forte de décentralisation ? La vague 12 bis de l'enquête menée en mai 2021 montre qu'à la question « qui *aurait dû* prendre les décisions concernant les périodes de confinements et de déconfinements ? », 48 % répondent soit « le président de la République » soit « le gouvernement », 22 % « les autorités scientifiques », 12 % « les élus locaux », 7 % « le Parlement » et 7 % « les citoyens eux-mêmes ». Si l'on passe à un niveau plus fin sur le plan territorial concernant les décisions de fermeture des écoles et des lycées, la distribution des réponses est à peu près la même : 50 % répondent soit « le président de la République » soit « le gouvernement », 17 % « les autorités scientifiques », 16 % seulement « les élus locaux », 6 % « le Parlement » et 7 % « les citoyens eux-mêmes ». Ces réponses peuvent s'expliquer par le fait que les questions portent spécifiquement sur la gestion d'une pandémie en appelant à un effort national comme par la forte demande d'égalité qui émane des enquêtés. Il se peut également que l'idée de décentralisation, telle qu'elle a été menée jusque-là, peut générer un sentiment de complexité. Néanmoins, le niveau de confiance étant toujours plus élevé à l'égard des élus locaux, et notamment des maires, que des élus nationaux, il reste que la question d'une nouvelle architecture institutionnelle a bien été ouverte par la crise sanitaire.

(8) Sur cette question, voir Rouban (2020).

Annexe

Les déterminants de l'opinion favorable sur la crise sanitaire

Analyse de régression Ce qui joue le plus en France sur les variations de l'évaluation faite de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire. Variable dépendante : « Dans l'ensemble, le gouvernement gère bien la crise sanitaire ».

	Coefficients de régression estimés	Erreurs standards	Test de Wald	Degrés de liberté	Significativité statistique du test de Wald	Odds-ratio
Classe objective			2,835	2	0,242	
• Populaire	– 0,295	0,187	2,484	1	0,115	0,745
• Moyenne	– ,262	0,167	2,458	1	0,117	0,770
Revenu moyen par UC			0,932	3	0,818	
• Quartile (1)	– 0,169	0,208	0,666	1	0,414	0,844
• Quartile (2)	– 0,159	0,198	0,648	1	0,421	0,853
• Quartile (3)	– 0,161	0,175	0,851	1	0,356	0,851
Tranche d'âge			8,239	4	0,083	
• 18-24	0,834	0,315	7,003	1	0,008	2,303
• 25-34	0,271	0,191	2,000	1	0,157	1,311
• 35-49	0,276	0,161	2,956	1	0,086	1,318
• 50-64	0,112	0,152	0,542	1	0,461	1,119
Communautés			16,761	3	0,001	
• Nationale	0,495	0,558	0,785	1	0,376	1,640
• Communautés diverses	0,387	0,557	0,483	1	0,487	1,473
• Aucune	– 0,014	0,554	0,001	1	0,980	0,986
Indice libéralisme économique			25,310	3	0,000	
• (1)	– 0,955	0,196	23,635	1	0,000	0,385
• (2)	– 0,367	0,160	5,284	1	0,022	0,693
• (3)	– 0,191	0,145	1,723	1	0,189	0,826
Indice libéralisme culturel			52,971	3	0,000	
• (1)	– 1,300	0,207	39,412	1	0,000	0,273
• (2)	– 0,681	0,172	15,631	1	0,000	0,506
• (3)	– 0,169	0,171	0,977	1	0,323	0,845
Indice de méritocratie			81,371	3	0,000	
• (1)	– 1,835	0,224	67,059	1	0,000	0,160
• (2)	– 1,136	0,188	36,479	1	0,000	0,321
• (3)	– 0,648	0,185	12,228	1	0,000	0,523
Auto-positionnement politique			28,014	3	0,000	
• Gauche	– 0,451	0,206	4,785	1	0,029	0,637
• Centre	0,415	0,159	6,763	1	0,009	1,514
• Droite	0,356	0,167	4,529	1	0,033	1,427

Niveau de diplôme			4,107	3	0,250	
• CAP	0,340	0,181	3,526	1	0,060	1,405
• Baccalauréat	0,307	0,173	3,148	1	0,076	1,359
• Bac+2	0,202	0,166	1,478	1	0,224	1,223
Indice confiance interpersonnelle			15,542	3	0,001	
• (1)	– 0,623	0,175	12,664	1	0,000	0,537
• (2)	– 0,434	0,145	8,938	1	0,003	0,648
• (3)	– 0,254	0,141	3,261	1	0,071	0,776
Constante	1,179	0,628	3,530	1	0,060	3,252

Lecture : La première variable explicative du modèle est la « classe sociale objective », c'est-à-dire la catégorie sociale à laquelle appartient la personne interrogée. On a regroupé les catégories sociales en trois classes : classes populaires, classes moyennes et classes supérieures. Cette dernière catégorie n'est pas présentée dans le tableau car elle est la « modalité de référence », celle dont les coefficients sont fixés à la valeur 0, valeur de « référence » par rapport à laquelle s'interprètent les coefficients des catégories populaires et moyennes. Par rapport au fait d'appartenir aux classes supérieures, le fait d'appartenir aux classes populaires a un effet négatif sur l'opinion selon laquelle le gouvernement gère bien la crise. Cet effet négatif s'exprime par un coefficient de régression estimé (coefficient appelé coefficient « logit ») de valeur négative – 0,295) et un par un odds-ratio inférieur à 1 (0,745, qui est simplement l'exponentielle du coefficient « logit »). En revanche cet effet négatif n'est pas statistiquement significatif : le test de significativité (test de Wald) obtient une valeur de 2,484, non significative au seuil de 0,05 pour un degré de liberté. La probabilité que l'hypothèse d'un effet non significatif de l'appartenance aux catégories populaires soit vraie est en effet très forte, dépassant de loin le seuil critique de 0,05 (cette probabilité est estimée à 0,115). On peut voir que ce n'est pas seulement pour cette modalité de la classe sociale que les effets de la classe sociale objective sont non significatifs : on obtient le même résultat pour l'effet de l'appartenance aux classes moyennes ; en fait, la variable de classe sociale dans son ensemble n'a pas d'effets statistiquement significatifs comme le montre le test de Wald conduit sur l'ensemble des modalités (valeur estimée du test = 2,835, 2 degrés de liberté, significativité statistique = 0,242).

Pour les autres variables explicatives, les modalités de référence (non présentées dans le tableau) sont : le quartile supérieur du revenu par UC, la tranche d'âge des 65 ans et plus, la réponse « ne sait pas » à quelle communauté on appartient, le degré le plus élevé de libéralisme économique, le degré le plus élevé de libéralisme culturel, la confiance la plus élevée dans la méritocratie, aucun positionnement politique précis, le diplôme supérieur à Bac + 2, le degré le plus élevé de confiance interpersonnelle.

Source : Cautrès B. et L. Rouban (2021) *: Baromètre de la confiance politique, vague 12*, CEVIPOF, février.

La définition des catégories socioprofessionnelles

Celles-ci sont définies de la manière suivante : la catégorie populaire comprend les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. La catégorie moyenne comprend : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. La catégorie supérieure comprend : les chefs d'entreprise de dix salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres techniques d'entreprise. Les étudiants ont été écartés de la classification. Les retraités ont été distribués dans les catégories en fonction de leur emploi antérieur.

Références bibliographiques

CEVIPOF : *Baromètre de la confiance politique*. Disponible sur www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique.html

Algan Y. et P. Cahuc (2007) : *La société de défiance : comment le modèle social français s'autodétruit ?*, Éditions Rue d'Ulm.

Cautrès B. (2021) : « Résilience des institutions et lassitude des opinions », *Note de recherche Sciences Po CEVIPOF*, Baromètre de la confiance politique, vague 12, février.

Cautrès B. et L. Rouban (2020) : « La crise sanitaire au miroir de la crise sociale et politique française. Une comparaison avec l'Allemagne et le Royaume-Uni » in Lazar *et al.*, *Le monde d'aujourd'hui*, Presses de Sciences Po.

Rouban L. (2020) : « L'emprise du libéralisme autoritaire en France », *Note de recherche Sciences Po CEVIPOF*, #1 Baromètre de la confiance politique, vague 11, mars.

Rouban L. (2021a) : « Qui croit à l'égalité des chances et à la méritocratie en France ? », *Note de recherche Sciences Po CEVIPOF*, Baromètre de la confiance politique, vague 12, mars.

Rouban L. (2021b) : « La France, une République désintégrée », *Note de recherche Sciences Po CEVIPOF*, Baromètre de la confiance politique, vague 12, février.

Tournay V. (2021) :, « Refuser la vaccination : analyse d'une passion française », *Note de recherche Sciences Po CEVIPOF*, Baromètre de la confiance politique, vague 12.